**Orange avec AFP**22-01-2016 - 21:56

**État d'urgence : après les propos polémiques de Manuel Valls, François Hollande clarifie les choses**

**Les déclarations du Premier ministre à la BBC faisaient craindre à certains une prolongation indéfinie de l'état d'urgence, instauré après les attentats du 13 novembre à Paris. Des doutes infondés, selon le chef de l'État, qui souhaite prolonger l'état d'urgence de trois mois supplémentaires.**

François Hollande a confirmé, ce vendredi 22 janvier, qu'il souhaite prolonger l'état d'urgence... Mais de trois mois seulement. Après les entretiens du chef de l'État avec les responsables des différents partis pour évoquer la question de la révision constitutionnelle, l'Élysée a officiellement annoncé la prolongation de l'état d'urgence, qui doit arriver à échéance le 26 février. Dès mercredi, François Hollande avait jugé "tout à fait probable" la prolongation de l'état d'urgence. Le texte sera présenté en Conseil des ministres le 3 février. La présidence confirme ainsi l'annonce faite par le secrétaire national du PCF Pierre Laurent plus tôt dans la journée.

"Le président nous a confirmé que plusieurs textes seraient présentés le 3 février en Conseil des ministres, dont la prolongation pour trois mois de l'état d'urgence", avait déclaré Pierre Laurent après sa rencontre avec le chef de l'État à l'Élysée ce vendredi après-midi. "François Hollande ne nous a rassurés que sur un seul point, c'est que l'idée que l'état d'urgence serait prolongé tant que dure la menace de Daech n'est pas fondée", a poursuivi Pierre Laurent. De son côté Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Écologie-Les Verts et dernière des chefs de partis a avoir été reçue, a protesté : "Nous nous opposons à la prolongation de l'état d'urgence".

- "Tant que la menace est là, nous pouvons utiliser tous les moyens" -

Cette crainte d'une prolongation illimitée de l'état d'urgence est née après la diffusion de l'extrait d'un entretien de Manuel Valls à la BBC ce vendredi matin, en marge de son déplacement à Davos. ***Le Premier ministre a déclaré que l'état d'urgence pourrait être prolongé "le temps nécessaire", "jusqu'à ce qu'on puisse en finir avec Daech".*** Le chef du gouvernement était interrogé par une journaliste britannique sur la prolongation de l'état d'urgence. "La guerre, c'est utiliser tous les moyens dans notre démocratie pour protéger les Français. Donc, c'est en effet l'état d'urgence. Nous allons voir si nous allons le prolonger", explique-t-il. Jusqu'à quand ? "Le temps nécessaire. Nous ne pouvons pas vivre tout le temps avec l'état d'urgence. Mais tant que la menace est là, nous pouvons utiliser tous les moyens", estime Manuel Valls.

***"Cela peut être pour toujours ?", relance la journaliste. "Jusqu'à ce qu'on puisse, évidemment, en finir avec Daech", lui répond Manuel Valls, dans cet extrait qui n'a pas encore été diffusé par la BBC, mais dont l'AFP a obtenu une copie sans doublage***. "***Est-ce que vous pouvez en finir ? Beaucoup disent que c'est le combat d'une génération... 30 ans...", lui demande la BBC. "Je le crois. Et il faut dire la vérité, pas seulement aux Français, mais à tous ceux qui sont concernés par le terrorisme. C'est une génération qui peut être concernée par cette guerre", estime le chef du gouvernement.***

- "La fin de l'État de droit", dénonce Cécile Duflot -

Cet extrait a suscité de nombreuses réactions. Sur Twitter, l'ancienne ministre écologiste Cécile Duflot y voit "la fin de l'État de droit".